Agroalimentaire breton : la mobilisation continue

A la suite d'une réunion ministérielle organisée en urgence mercredi, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé plusieurs mesures pour aider le secteur agroalimentaire breton en souffrance. Le gouvernement s'est ainsi engagé *« à ce que l'Etat, aux côtés de la région, des collectivités locales et des acteurs économiques, aide la Bretagne à surmonter ses difficultés actuelles et à préparer son avenir économique et social. »*. Quinze millions d'euros devraient ainsi être débloqués pour aider les entreprises agroalimentaires. Les salariés se verront également proposer entre autre un *« contrat de sécurisation professionnelle »* renforcé, et le maintien durant un an de la quasi-totalité du salaire net mensuel. Un plan d'avenir pour le secteur sera mis en place, qui s'appuiera sur *« des mesures pour les filières agricoles et porcines »*, sur *« le développement de la méthanisation »* et *« sur une simplification réglementaire des installations classées pour la protection de l'environnement »*, le tout pour *« donner les moyens à l'ensemble des entreprises agricoles et des industries agroalimentaires de se moderniser et de retrouver de la compétitivité, tant sur le plan économique qu'environnemental, pour recréer de la valeur ajoutée et des emplois »*.

« Pour une véritable stratégie de filière dans l'agroalimentaire breton »

Ces annonces ne font pas l'unanimité. *« Les mesures sont dérisoires »*, a ainsi lancée l'association « Produit en Bretagne ». *« Le gouvernement se moque des besogneux ! »* tonne la FDSEA du Finistère. *« Le décalage entre les solutions proposées et la gravité de la situation actuelle et à venir en Bretagne est insupportable : cela revient à mettre un pansement sur une jambe de bois ! »*, affirme le syndicat dans

un communiqué. Le syndicat Force Ouvrière, et notamment les délégués bretons, *« réclament une véritable stratégie de filière dans le secteur agroalimentaire menée par des pouvoirs publics et des acteurs économiques responsables. »*. Tandis que pour Europe Ecologie Les Verts – Bretagne, *« ces mesures sont des mesures minimales dans la situation douloureuse où se trouvent les salarié-es et leur famille. »* L'attente et les inquiétudes semblent demeurer…D'autant que la polémique sur l'écotaxe fait toujours rage, et que Jean-Marc Ayrault n'a pas annoncé de report ou d'annulation. Le Président du Conseil Général du Finistère a d'ailleurs annoncé qu'il allait demander un « moratoire » sur sa mise en œuvre.
En attendant, les salariés de Gad, l'abattoir de Lampaul-Guimillau (29) particulièrement touché par les suppressions d'emplois, restent mobilisés, tout comme ceux de Marine Harvest Kritsen à Poullaouen (29) et de Tilly-Sabco à Guerlesquin. Après le pont routier de Morlaix, ils occupent aujourd'hui vendredi le Pont de l'Iroise à Brest. Et une nouvelle mobilisation contre l'écotaxe est également prévue samedi dans le Finistère.

La CCI de Morlaix débloque des fonds

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Morlaix a décidé de créer un fonds d'urgence et d'intervention "dans le cadre de la crise qui impacte l'économie locale". En effet, La CCI de Morlaix bénéficie "de fonds de réserve, qu'elle souhaite flécher sur des opérations concrètes de revitalisation territoriale.". Un capital de 6 millions d'euros sera déployé pour la constution de ce fonds, capital qui provient "d'opérations en capital réalisées à l'occasion du transfert des actions Brit Air à la compagnie Air France."

Le Conseil Général du Finistère "attentif à la situation"

Pierre Maille, Président du Conseil Général du Finistère, en visite aujourd'hui à Morlaix et dans son canton, a évoqué la situation de l'abattoir Gad. "J'ai demandé aux CDAS (Centre départementaux d'action sociale, ndlr) de rester en veille sur le sujet. Les Maires aussi doivent rester en contact avec les structures représentants le personnel, pour les accompagner. Il faut notamment être vigilants face aux emplois saisonniers et intérimaires", a-t-il déclaré.